

CHAPITRE XXI.—FINANCES PUBLIQUES.

Cette étude des finances publiques comprend une revue des finances fédérales, provinciales et municipales, avec les détails statistiques nécessaires, et se termine par une brève analyse de la richesse nationale et du revenu national du Canada, bases des finances publiques.

L'énorme augmentation du budget fédéral depuis 1913 est partiellement due à la Grande-Guerre et à ses suites: fardeau de l'intérêt, des pensions, du rétablissement civil des soldats, etc., et partiellement aux dépenses des chemins de fer et aux services sociaux comprenant depuis peu le secours au chômage. Les dépenses des provinces et des municipalités ont augmenté proportionnellement durant la même période. Ainsi, dans leurs années fiscales terminées en 1936, les dépenses ordinaires des neuf gouvernements provinciaux s'élèvent à \$248,141,808 comparativement à \$53,826,219 en 1916, seulement 20 ans avant, une augmentation de plus de 361 p.c. (Le service global de la dette des gouvernements provinciaux s'élève de \$7,-817,844 en 1916 à \$79,893,083 en 1936). De même, au cours des récentes années, entre 1924 et 1935, le produit global des taxes municipales en Ontario augmente de \$94,526,271 à \$122,108,912 (les chiffres comparatifs ne sont pas connus pour les années antérieures)—soit une augmentation de plus de 29 p.c. Les recettes ordinaires des municipalités du Québec augmentent de \$33,288,115 en 1915 à \$79,471,242 en 1933, soit de 139 p.c.; les chiffres de 1934 et 1935 donnés au tableau 30 ne sont pas comparables ainsi que l'explique le renvoi de ce tableau. Bien que le produit des taxes dans les Provinces des Prairies et dans les Provinces Maritimes les années où les chiffres comparatifs sont connus, ne manifestent pas de tendance à la hausse, excepté en Nouvelle-Ecosse, il faut bien remarquer que dans la majorité des cas les données ne couvrent que des années plutôt récentes et que dans les Provinces des Prairies une plus grande proportion de taxes reste non perçue. En Colombie Britannique, les taxes municipales forment une somme de \$9,382,099 en 1917 et de \$17,185,917 en 1935.

Dette publique du Canada.—L'année 1936 est la dernière qui fournit un chiffre établissant la dette publique collective du Canada. L'exposé ci-dessous est un sommaire des statistiques données dans les diverses sections de ce chapitre, la dette garantie ou indirecte est mise à part. A la page 912 paraissent les chiffres se rapportant à la dette provinciale pour les années fiscales respectives des provinces, terminées en 1936.

SOMMAIRE DE LA DETTE PUBLIQUE COLLECTIVE DU CANADA VERS 1936. (Dette fédérale, provinciale et municipale.)

DETTE NETTE DIRECTE—		\$	\$
Dette nette du gouvernement fédéral, 31 mars 1936.....		3,006,100,517	
Passif net direct des gouvernements provinciaux, 1936 (moins fonds d'amortissement et capital disponible, déduction faite de l'actif des comptes courants et fiduciaires).....		1,084,107,202	
Passif direct de toutes municipalités canadiennes (moins les fonds d'amortissement et les placements).....		1,445,537,075	
TOTAL, DETTE NETTE DIRECTE.....			5,535,744,794
DETTE GARANTIE OU INDIRECTE—			
Du gouvernement fédéral, 31 mars 1936—			
Principal et intérêts garantis aux chemins de fer et autres titres.....	\$	778,343,114	
Intérêt seulement garanti aux titres ferroviaires.....		216,207,142	
Autres garanties.....		284,247,286 ¹	
		1,278,797,542	
Des gouvernements provinciaux—années fiscales 1936.....		224,549,202	
TOTAL, DETTE GARANTIE OU INDIRECTE.....			1,503,346,744
GRAND TOTAL, DETTE NETTE DIRECTE PUBLIQUE ET DETTE GARANTIE OU INDIRECTE DU CANADA.....			<u>7,039,091,538</u>

¹ Comprendant des avances des banques de \$89,523,708, une somme de \$6,520,661 en bons du Trésor de la Colombie Britannique et du Manitoba et des dépôts de \$188,202,917 des banques à charte à la Banque du Canada. Il y a aussi une somme non spécifiée, garantie à la Winnipeg Grain and Produce Clearing Association pour couvrir les marges quotidiennes de la Bourse Canadienne de blé.